

CONFERENCE DE HAUT NIVEAU

"LES CAPACITÉS EUROPÉENES DE DÉFENSE: ENJEUX ET PERSPECTIVES"

Table Ronde 1: "*Quelles capacités de défense pour quelles missions européennes?*"

- Je souhaiterais commencer par remercier le Ministère de la Défense français et la Présidence française de m'avoir invitée à intervenir aujourd'hui dans le cadre de cet évènement.
- Je considère cette invitation comme une reconnaissance de l'importance du Parlement européen dans la promotion d'une Europe de la défense; alors que nous tous savons que le Parlement européen n'a pas vraiment du pouvoir sur les aspects militaires de la PESD, il est également clair **qu'il ne peut pas y avoir - et qu'il n'y aura pas - d'Europe de Défense contre l'avis du Parlement Européen;**
- Avec d'autres collègues au Parlement, j'ai toujours défendu un projet européen qui s'attaque frontalement aux défis stratégiques actuels les plus importants : sans une Europe unie sous la bannière de l'Union Européenne, il n'y aura pas de solution viable aux menaces importantes d'aujourd'hui, que ce soit la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme ou le génocide;
- Nous savons tous que les missions européennes de l'avenir seront multinationales, expéditionnaires et déployées dans une sorte de contexte de gestion des crises; l'Europe, l'Union Européenne, ne mène pas de guerre; et cela me conduis à ma première conclusion: **toute comparaison des budgets de défense de l'UE et des Etats-Unis, de leur ampleur et de leurs composantes, sera incomplète si l'on ne prend pas en compte le fait que ces deux acteurs ont des aspirations complètement différentes dans le domaine de la paix et de la sécurité;**
- Les capacités que l'Europe devra acquérir seront donc celles indispensables à une implémentation réussie de la Politique Européenne de Sécurité et Défense, la PESD;

- Cela ne mène donc à rien de reformuler des théories sur les capacités supplémentaires que l'Europe et la PESD ont besoin: nous avons déjà le *Headline Goal 2010* ainsi que l'excellente *Long-Term Vision for European Defence Capability and Capacity Needs* de l'Agence Européenne de Défense, nous avons également le *Capability Development Plan* et la *European Armaments Cooperation Strategy* de cette année, pour ne pas parler de la *Strategy for the European Defence Technological and Industrial Base*, publiée l'an dernier, qui inclut le passage essentiel suivant (je cite):

"we need to identify, from a European perspective, the key defence technologies that we must seek to preserve or develop. Military capability need is the prime criterion, but we must also have regard to the needs of autonomy and operational sovereignty, and the need to sustain pre-eminence where this is economically viable."

- Si je me réfère à ce document, c'est parce que c'est *l'un des rares qui souligne l'exigence d'une stratégie industrielle pour la défense européenne*; et ceci est décisif parce que, dans l'avenir, si nous voulons, en tant qu'européens, *être autonomes et correspondre aux besoins opérationnels que NOUS identifierons aux capacités que NOUS souhaitons, nous aurons besoin de développer une sorte d'autonomie stratégique dans le domaine de la défense*, ou tout au moins dans les domaines que les Etats membres ont appelés "*the key defence technologies that we must seek to preserve or develop*";
- En d'autres termes, nous savons tous que nous avons besoin de plus de moyens de ravitaillement en vol, de plus d'hélicoptères, de plus de transport stratégique, de plus d'hôpitaux de terrain et ce n'est pas un secret que nous avons besoin, ensemble, de mettre en commun, de partager, de chercher - et surtout de développer - le nouvel équipement!; nous savons qu'au plus la coordination débutera tôt et en amont au moins nous devons nous inquiéter au sujet de l'interopérabilité, étant donné que celle-ci sera introduite dans l'ADN de notre équipement commun; nous savons que si nous harmonisons les besoins militaires et que si la demande morcelée cesse, ce sera extrêmement positif non seulement pour le contribuable, mais aussi pour la Base Industrielle et Technologique de Défense européenne;
- Mais là où je veux en venir c'est que ceci n'est que la pointe de l'iceberg, ce ne sont que des symptômes d'une maladie globale qui s'étend sur notre continent: nos capitales, pour la plupart, *ne pensent pas encore «européen»*, nos ministères de défense ne connaissent pas vraiment bien la

Long Term Vision de l'AED et *ne sont pas encore prêts à accomplir le changement de paradigme décisif qui est nécessaire pour mettre les budgets de défense chétifs de l'Europe au service des besoins opérationnels européens*, comme le reflètent les exigences de la PESD (ou même de l'OTAN!);

- Pourquoi avons-nous besoin de trois avions de combat multi-rôles européens - l'Eurofighter, le Gripen et le Rafale – rivalisant entre eux pour obtenir les rares financements qui existent et les opportunités d'exportation? Pourquoi est-ce qu'un pays comme le Portugal est en train de dépenser plus de €1 milliard d'ici 2023 pour deux sous-marins qui sont très loin de satisfaire les exigences européennes ou même transatlantiques? Pourquoi disposons-nous encore de plus de 20 programmes différents pour développer des véhicules de combat blindés?
- Évidemment, nous payons encore le prix des erreurs faites ces dernières décennies et l'AED a indubitablement réalisé jusqu'à présent un travail remarquable, sous le chef de ses deux directeurs généraux, afin de tenter de changer le cours des choses en mettant le point sur la table dans le domaine des capacités, de la coopération dans l'armement, du marché d'équipement de défense, etc; L'AED aura besoin de plus de temps et de ressources pour faire une véritable différence; *mais au final, ce seront les Etats membres qui devront faire les choix difficiles;*
- Et avouons le, *trop souvent les Etats membres ne cherchent pas à mettre au service de la PESD et des missions européennes les capacités militaires nécessaires ;*
- En fait, dans pas mal de cas et à beaucoup de niveaux, *ils s'emploient à préserver leurs stratégies nationales bornées des influences d'une vision stratégique vraiment européenne;* ou bien ils sont *trop occupés à entretenir leurs industries nationales, même si cela veut dire acheter des choses dont ils n'ont pas vraiment besoin;* parfois, *des fonctionnaires au plus haut niveau sont impliqués dans des pratiques opaques et corrompues, pour lesquelles le contribuable paie finalement le prix fort et qui ont un l'impact direct sur les budgets dont l'obtention est déjà fragile;* souvent, *l'on développe et l'on recherche des équipements dans le but de solidifier des alliances stratégiques avec des Etats non européens et non pas dans le but ultime de répondre aux besoins opérationnels de la PESD;* Pour finir, *deux Etats membres de l'UE continuent de pomper une quantité absurde d'argent pour des arsenaux nucléaires qui sont complètement inutiles dans le cadre des défis stratégiques auxquels l'Europe fait face et fera face dans l'avenir;*

- Aucun pays n'a fait plus que la France pour faire avancer l'Europe de la Défense; et néanmoins, aujourd'hui, *nos hôtes se cramponnent à leur onéreux arsenal nucléaire et à des priorités stratégiques obsolètes, pendant qu'ils remettent une fois de plus à plus tard l'acquisition urgente d'un deuxième porte-avions*, pour rejoindre le vieux Charles de Gaulle; je ne peux que soutenir les idées avancées par mon collègue au Parlement européen, l'ancien Premier ministre Michel Rocard, qui a *recommandé quelques coupes radicales dans le budget destiné à l'arsenal nucléaire de la France, afin de financer l'acquisition d'un deuxième porte-avions: CELLE-CI serait une décision en accord avec les exigences européennes; Ou, pour reprendre les mots de Michel formulés dans un article publié dans Le Figaro en juin dernier :*

"En tout cas la chose est claire: c'est dans le secteur du nucléaire qu'il faut commencer à faire les économies nécessaires pour fabriquer le deuxième porte-avions, qui, lui, répond concrètement à beaucoup des conflits d'aujourd'hui", ce à quoi nous pourrions ajouter: qui répond concrètement aux besoins de l'Europe!

- Cela ne mène à rien de faire de la question nucléaire un tabou et d'affirmer que toute discussion est hors de question; *chaque pays aura ses prérogatives sacrées à défendre. Il s'agira, pour la construction d'une Europe de la défense, de justement changer le paradigme et de planifier, développer, acheter et agir collectivement;*
- *Quelles sont donc les capacités dont nous avons besoin ?*

1. **Premièrement:** l'opinion publique européenne, ainsi que la loi internationale, n'acceptent pas que, là où nous forces opèrent, il y ait des victimes civiles parmi les populations locales - nous avons donc besoin de capacités qui tiennent compte de la précision tout comme d'une utilisation soigneusement calibrée de la force militaire: un bon départ serait d'arrêter de produire, de se procurer, de stocker et d'utiliser des mines – quelles que soient ces mines – ainsi que des bombes à fragmentation;

2. **Deuxièmement:** nos opinions publiques européennes abhorrent également les victimes militaires dans nos propres grades – concentrons-nous donc sur la protection des forces et sur les technologies qui neutralisent les MANPAD (*Man-Portable Air Defence*) et les Engins Explosifs Improvisés;

3. **Troisièmement:** tirons profit des *network-enabled capabilities* non seulement pour nous assurer que nous sommes interopérables avec les forces américaines - dans le cas où nous décidons de déployer nos forces ensemble - mais surtout pour obtenir sur le terrain une meilleure articulation entre les acteurs militaires et civils;

4. **Quatrièmement:** travaillons sur la vitesse de déploiement et sur la durabilité, et ceci par le biais d'une augmentation des réserves de forces déployables, au-delà du grotesque niveau actuel qui est de 5 % sur les 2 millions d'hommes et de femmes qui portent l'uniforme en Europe;

5. **Cinquièmement:** à ce stade, les Russes ne seront bientôt plus en moyen de nous emprunter des hélicoptères...; le financement décidé à Deauville et destiné à une mise à niveau des hélicoptères était un premier pas fantastique - chapeau aux Français pour cette initiative!

Je conclurai par une référence au *Background Note on the Capability Development Plan* (CDP) présenté au *Steering Board* de l'EDA le 8 juillet 2008. Dans un texte garni d'idées brillantes visant à donner des réponses à la question du fournissement des kits militaires dont les Européens ont actuellement besoin, le passage suivant nous ramène à la réalité:

"Where the CDP succeeds in adding [value] is in assisting all p[articipating]M[ember] S[States] to develop their national capability plans in an appropriate balance of forces against ambition and resources, whilst providing a catalyst to identify and launch multinational collaborations for the development of new and enhanced capabilities. Therefore, the CDP is not, and must not be seen as, a Brussels-driven supranational plan with an aspiration to replace national decision-making."

- En d'autres termes, le travail fourni par l'ADE n'est pas de l'ordre du miraculeux. C'est aux Etats membres de jouir du laborieux travail de l'Agence de défense européenne - travail pour lequel ils paient, soit dit en passant - en incluant rigoureusement toutes ses stratégies, tous ses plans et décisions dans le processus décisionnel national.
- S'ils décident de le faire, et lorsqu'ils décideront de le faire, les Etats membres pourront compter sur le plein soutien du Parlement européen.